

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PANNEAUX DE CORREZE

ZI DE L'EMPEREUR
6 IMPASSE DE L'EMPEREUR
19200 Ussel

Références : 2026-02-12 UiD192026-0021r georisques
Code AIOT : 0006000348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement PANNEAUX DE CORREZE implanté 6 IMPASSE DE L'EMPEREUR 19200 Ussel. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PANNEAUX DE CORREZE
- 6 IMPASSE DE L'EMPEREUR 19200 Ussel
- Code AIOT : 0006000348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

PANNEAUX DE CORREZE produit des panneaux de fibres de bois sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation signé en date du 20 mai 2010. Une nouvelle chaudière biomasse et un nouveau séchoir ont été installés à l'hiver 2023/2024, sous couvert de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Respect des valeurs limites d'émission | AP Complémentaire du 18/12/2023, article 2.7 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Mise en demeure, respect de prescription | 6 mois |
| 2 | Entreposage non-conforme des déchets | Arrêté Préfectoral du 20/05/2010, article 5.1.4 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Astreinte | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des écarts récurrents affectant les rejets atmosphériques du séchoir (dépassement de la valeur limite d'émission associé au formaldéhyde) ainsi que le stockage et le traitement des jus de bois conduisent à proposer respectivement de mettre en demeure l'exploitant et de liquider partiellement l'astreinte administrative du 24 décembre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des valeurs limites d'émission

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/12/2023, article 2.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 02/07/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : 11/03/2026 |
| Prescription contrôlée : "Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration (en mg/Nm3) et en flux (en kg/h sauf unité indiquée). [...] Conduit n°3 - 7 cyclofiltres. Poussières, y compris particules fines - concentration 10 mg/Nm3, flux 368 g/h par cyclone Formaldéhyde 1 mg/Nm3 - flux 37 g/h COVnm 5 mg/Nm3 - flux 184 g/h |

Conduit n°4 - séchoir utilisant les gaz de combustion de la chaudière biomasse

Poussières 40 mg/Nm³ - 12,04 kg/h

Oxydes d'azote 300 mg/Nm³ - 90,3 kg/h

HAP 0,01 mg/Nm³ - 0,003 kg/h

COVnm 50 mg/Nm³ - 15,05 kg/h

HCl 10 mg/Nm³ - 3,01 kg/h

HF 5 mg/Nm³ - 1,51 kg/h

Dioxines et furanes 0,1 ng I-TEQ/Nm³ - 30,1 µg/h

Cadmium, mercure, thalium et leurs composés 0,05 par métal et 0,1 pour la somme - 0,0155 kg/h par métal, 0,031 kg/h pour la somme

Arsenic, sélénium, tellure et leurs composés 1 mg/Nm³ pour la somme - 0,301 kg/h

Plomb et ses composés 1 mg/Nm³ - 0,301 kg/h

Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et leurs composés 20 mg/Nm³ - 6,02 kg/h

Dioxyde de soufre SO₂ 200 mg/Nm³ - 60,2 kg/h

Monoxyde de carbone CO 200 mg/Nm³ - 60,2 kg/h

Formaldéhyde 15 mg/Nm³ - 4,52 kg/h

Conduit n°5 - captage aspiration keller

Poussières 20 mg/Nm³ - 500 g/h

COVnm 110 mg/Nm³ - 2750 g/h

Formaldéhyde 5 mg/Nm³ - 125 g/h

Conduit n°6 - captage aspiration kuster

Poussières 10 mg/Nm³ - 250 g/h

COVnm 110 mg/Nm³ - 2750 g/h

Formaldéhyde 5 mg/Nm³ - 125 g/h"

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les deux derniers rapports de mesure des émissions des polluants en sortie du séchoir. Ces rapports portent sur des campagnes réalisées en septembre et décembre 2025 et ont été signés respectivement les 13 octobre 2025 et 22 janvier 2026.

Le premier rapport fait état d'un dépassement de la valeur limite d'émissions associée aux métaux totaux (35,69 mg/Nm³ mesurées pour une VLE fixée à 20 mg/Nm³), les autres paramètres étant conformes, notamment le formaldéhyde. Le second rapport fait cependant de nouveau état d'un dépassement de la VLE associée au formaldéhyde (39,83 mg/Nm³ en moyenne sur deux essais pour une VLE fixée à 15 mg/Nm³).

Des constats similaires ont été réalisés lors des deux précédentes inspections, ayant conduit à transmettre à la société Panneaux de Corrèze un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure portant sur ce sujet. Par courrier signé en date du 30 octobre 2025, la société Panneaux de Corrèze indiquait qu'un changement de colle à venir permettrait de rapidement retrouver la conformité en ce qui concerne le formaldéhyde. Cependant, les résultats de cette substitution tardant à être obtenus, il est proposé à Monsieur le préfet de procéder à la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

| |
|--|
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit respecter les valeurs limites d'émission applicables en sortie du séchoir qu'il exploite.</p> <p>Compte-tenu de la répétition des dépassements de la VLE formaldéhyde, il est proposé d'encadrer la mise en conformité réglementaire par un arrêté préfectoral de mise en demeure dont un projet figure en annexe du présent rapport.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 2 : Entreposage non-conforme des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2010, article 5.1.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Protection des eaux superficielles et souterraines |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 11/11/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conditions de stockage des déchets</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Au cours des derniers mois précédant l'inspection, l'exploitant a proposé plusieurs solutions afin d'entrepoter de façon sûre les jus de bois produits en période hivernale : couverture de la plateforme existante, export des jus de bois vers une usine du groupe Unilin, mise en service d'un nouvel évaporateur de jus. Aucune de ces solutions n'a finalement été mise en œuvre, l'exploitant ayant fait parvenir à l'Inspection des installations classées le 6 janvier 2026 un nouveau plan d'actions afin de traiter définitivement la problématique de l'entreposage des jus de bois. L'exploitant indique s'engager à :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) diminuer la quantité de jus de bois produite en période hivernale (en intégrant une part de bois feuillus dans les panneaux résineux, en modifiant un réglage de pression dans le défibreux et en renforçant son stock de bois "sec" sur son parc) ; 2) disposer de nouvelles capacités afin de stocker et traiter les jus de bois produits de façon fatale (ajout de cuves de stockage de jus de bois, pré-traitement du jus de bois par centrifugation et création d'une piscine couverte), conformément à l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2010. <p>L'objectif de l'exploitant est de se passer de l'utilisation de la plateforme de stockage des jus de bois actuelle, ne pouvant garantir que son contenu ne déborde pas en période hivernale pluvieuse, comme cela a déjà été constaté à plusieurs reprises.</p> |

S'il a effectivement été constaté que certaines des mesures prévues par l'exploitant étaient effectivement mises en œuvre lors de l'inspection objet du présent rapport (stockage du jus de bois dans des cuves, ajustement de la pression dans le procédé de défibrage), d'autres actions restaient à mettre en œuvre pour respecter les engagements pris par l'exploitant. En effet, la piscine de stockage des jus de bois étanche et abritée des intempéries n'était pas encore fonctionnelle. La production en cours de panneaux à base de bois résineux n'intégrait pas de bois feuillus. La centrifugeuse n'était pas en fonctionnement. De plus, la cuve de récupération des concentrats de jus de bois a débordé lors de l'inspection. (deuxième débordement de cuve constaté au cours des deux dernières inspections). Le retard pris dans la réalisation des actions correctives explique que lors de l'inspection, il a de nouveau été constaté que la plateforme actuelle de stockage des jus de bois était encore en service. Son contenu était sommairement bordé de merlons de déchets de bois (fibres, écorces, broyats de panneaux) afin de tenter d'éviter son débordement du fait des pluies intenses des jours précédents et à venir.

La répétition de ce constat de non-conformité a conduit l'inspection à proposer au fil du temps un arrêté préfectoral de mise en demeure (signé le 19 juillet 2023) puis d'astreinte administrative (signé le 24 décembre 2024) afin d'encadrer la résorption de cet écart. Un sursis à exécution était prévu au sein de l'article 2 de l'astreinte administrative, jusqu'à la date du 1er novembre 2025. Or le jour de l'inspection, le 3 février 2026, l'exploitant utilisait toujours la plateforme de stockage des jus de bois en lien avec l'abandon successif des différentes solutions envisagées initialement. **Du fait du caractère chronique de cet écart, ayant déjà conduit à une pollution conséquente des eaux de surface en 2018, l'Inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de liquider partiellement l'astreinte administrative prévue par l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2024.**

C'est pourquoi un projet d'arrêté préfectoral de liquidation d'astreinte est joint en annexe du présent rapport. Le détail du calcul du montant de la liquidation figure au sein de l'article 1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en œuvre, sous trois mois, l'ensemble des actions nécessaires à un entreposage et un traitement conforme à l'article 5.1.4 de l'arrêté du 20 mai 2010 des jus de bois. Il veillera notamment à pouvoir :

- quantifier la production de jus de bois en fonction de la cadence de production de panneaux, par exemple en installant des débitmètres (afin de pouvoir justifier de l'efficacité des actions visant à diminuer à la source la production de jus de bois) ;
- s'assurer d'un transport sûr et fiable des jus de bois entre les différentes cuves et installations de traitement et de stockage, notamment entre l'évaporateur et la future piscine.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 3 mois